



HAL
open science

La crise soudanaise dans son emprise régionale

Roland Marchal

► **To cite this version:**

Roland Marchal. La crise soudanaise dans son emprise régionale. *Diplomatie : affaires stratégiques et relations internationales*, 2023, n° 123 (septembre-octobre), pp.26-31. hal-04296215

HAL Id: hal-04296215

<https://sciencespo.hal.science/hal-04296215>

Submitted on 20 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

LA CRISE SOUDANAISE DANS SON EMPRISE REGIONALE

Roland Marchal, Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France.

In : *Diplomatie* n°123, septembre-octobre

URL : <https://www.areion24.news/2023/11/20/la-crise-soudanaise-dans-son-empire-regionale/>

Les affrontements qui ont débuté le 15 avril 2023 au Soudan ont mis un terme à un processus politique quelque peu désordonné. Face à une crise soudanaise qui se prolonge, les pays frontaliers comme les pays du Golfe rebattent les cartes de leur influence régionale.

Après l'arrestation en avril 2019 des principaux cadres du régime qui avait gouverné le Soudan depuis juin 1989, à commencer par son président Omar el-Béchir, une transition démocratique ambiguë s'était alors mise en branle. Les Forces armées soudanaises (SAF) commandées par le général Abdel-Fattah al-Burhan et les Forces (paramilitaires) de soutien rapide (RSF) du général Mohamed Hamdan Dagolo, dit Hemedti, continuaient d'avoir la haute main sur les décisions prises par un gouvernement civil dirigé par le Premier ministre Abdallah Hamdok.

Le coup d'État d'octobre 2021 mettait à bas les acquis de cette période civile et rebattait les cartes en faveur des militaires. Rapidement, des tenants de l'ancien système furent amnistiés, libérés et même promus à nouveau dans l'appareil d'État civil et militaire pendant que les partisans d'une purge des islamistes dans l'appareil d'État étaient, eux, emprisonnés. Pourtant, le nouveau pouvoir militaire mis sous pression financière par les principaux donateurs occidentaux dut, après des mois de procrastination, accepter un nouveau processus politique impliquant l'opposition civile et démocratique. Celui-ci, lancé le 5 décembre 2022 avec un fort appui occidental et onusien, devait se conclure le 11 avril 2023 par la sélection d'un Premier ministre civil et une reprise en main toute relative des forces armées réunifiées à l'intérieur des SAF.

Paradoxalement, cette dernière exigence qui soulevait des questions importantes tant les deux chefs militaires n'avaient cessé de cultiver leurs différences depuis le coup d'État, n'avait pas bénéficié d'une grande attention internationale, les civils soudanais dans les dernières semaines avant la sélection d'un Premier ministre s'adonnant à leur sport favori, la dispute sur des objectifs tactiques qui concernaient pour l'essentiel les nominations dans le futur gouvernement civil. L'enjeu pourtant n'était pas mince.

Si les SAF bénéficiaient de la légitimité nationale et d'une grande empreinte dans la vie économique, bien au-delà du secteur militaire, les RSF représentaient l'essentiel des forces capables de combattre au sol et avaient une expérience du combat acquise non seulement dans la répression des conflits au Darfour, au Sud Kordofan et dans la région du Nil Bleu, mais également dans leur implication au Yémen et en Libye. De plus, leur dirigeant, homme d'affaires avisé, avait su s'enrichir grâce à ces implications internationales et à ses affaires plus personnelles qui concernaient les travaux publics, l'import-export et l'exploitation de l'or. La rivalité entre ces deux corps guerriers s'était encore aiguisée depuis octobre 2021. Lorsque les SAF exigeaient le monopole de la force armée, les RSF rappelaient que l'armée soudanaise n'avait jamais été purgée des partisans de l'ancien régime, qui ne rêvaient que de restauration.

La guerre entre SAF et RSF dure depuis plus de trois mois et les observateurs les plus optimistes doutent qu'elle puisse s'arrêter très rapidement en dépit des déclarations faites par chaque partie sur une victoire toute proche. Ce conflit remet à l'ordre du jour les tensions régionales qui avaient donné au gouvernement soudanais une certaine autonomie malgré la déshérence de son économie. Beaucoup d'acteurs régionaux ont eu un positionnement initial relativement prudent, presque neutre, à l'exception de l'Égypte. La guerre durant, leur entendement des enjeux va changer et leur posture va évoluer, probablement vers un engagement officieux et/ou officiel plus important en faveur d'une des parties au conflit. La description faite ici peut donc évoluer, même si les raisons de ce changement sont énoncées dans l'analyse qui suit. Il s'agit, trois mois après le début des affrontements, de comprendre quelle nouvelle configuration régionale est en train d'émerger et si celle-ci est congruente avec la recherche de la paix désirée par la population soudanaise.

Des pays du Golfe toujours rivaux

Aucun des pays du Golfe n'a réellement un intérêt dans cette guerre qui détruit le Soudan. En effet, tous observent et ont des relations cordiales avec les deux parties au conflit. Certes, il y a des nuances et chaque pays nourrit les siennes en fonction de son positionnement dans la Corne de l'Afrique ou de ses relations avec les autres pays du Golfe.

Les EAU

Par exemple, les Émirats arabes unis (EAU) sont très méfiants devant la mobilisation de milices « islamistes » liées à l'ancien régime qui jouent un rôle significatif dans les affrontements à Khartoum car, pour ces dernières, une victoire de Hemedti se traduirait mécaniquement par une purge d'ampleur des tenants de l'ancien régime qui, aujourd'hui, constituent une partie du premier et l'essentiel du deuxième cercle autour du général Burhan et la rétrocession des acquis financiers obtenus sous l'ancien régime. Mais choisir Hemedti pour cette seule raison semble improbable à cause de l'hostilité internationale (notamment au sein de la Ligue arabe et de l'Union africaine) envers ce personnage et du risque très probable d'une autre implosion en cas de victoire des RSF, au vu de l'hostilité populaire dans Khartoum et des combats sanglants au Darfour et au Kordofan. Un basculement n'est pas

impossible mais suivrait une modification explicite de l'attitude des pays alliés de la Corne, *i.e.* l'Éthiopie, et une lassitude occidentale. On n'en est pas encore là.

Le Qatar

Pour le Qatar, la situation n'est pas symétrique même si la sympathie pour les islamistes soudanais ne s'est pas évaporée. Hemedti est détesté pour des raisons qui datent de la médiation de Doha sur le Darfour (2008-2011) et de l'hostilité rencontrée alors, mais aussi pour son positionnement pro-émirati pendant les dernières années. Soutenir Burhan, cependant, risquerait de provoquer un raidissement d'Abou Dhabi et peut-être de Riyad, à un moment où une réconciliation plus réelle prend forme entre ces capitales. De plus, la question des intérêts économiques reste irrésolue car tous les États du Golfe savent, pour avoir versé leur obole de nombreuses fois, que la situation économique au Soudan requiert des réformes systémiques et un accompagnement financier qui ne pourra être que celui des institutions de Bretton Woods. Encore une fois, le choix qatari ne peut se faire en fonction de la seule équation intérieure soudanaise.

L'Arabie saoudite

L'Arabie saoudite est dans une posture différente de ses deux voisins. Elle partage avec eux une hostilité à une construction démocratique au Soudan et a des relations cordiales avec les deux parties au conflit, même si elle a sans doute plus d'affinités avec le général Burhan qu'avec Hemedti, notamment à cause de ses liens très forts avec les responsables sécuritaires aux EAU. Mais, surtout après la normalisation avec Téhéran, l'ambition saoudienne est de montrer que Riyad a une capacité de gestion régionale, le Yémen n'ayant pas réellement convaincu. Peut-il y avoir aujourd'hui un hégémon dans cette grande région ? C'est un pari saoudien qui a pris la forme d'une association avec les seuls États-Unis pour l'obtention d'un cessez-le-feu à Djeddah et qui, pour l'heure, semble marquer le pas.

Un voisinage divisé ?

Si les pays du Golfe maintiennent une neutralité officielle, les pays voisins du Soudan sont pour leur part confrontés aux conséquences immédiates du conflit et ont souvent des avis plus tranchés sur cette guerre et la déstabilisation qu'elle pourrait entraîner à terme. Cependant, les postures adoptées ne peuvent s'analyser qu'en prenant en compte d'autres paramètres, d'abord l'attitude des acteurs internationaux occidentaux (États-Unis, Royaume-Uni, Union européenne, France, Allemagne) ou non (Russie, Chine) et l'inscription de ce conflit dans des rivalités régionales plus anciennes.

L'Égypte

L'Égypte joue ainsi un rôle cardinal. Le maréchal Sissi et le général Burhan se sont connus lors d'un stage de formation et ont développé une vraie relation personnelle. De façon générique, Le Caire ne veut pas entendre parler d'un régime civil et démocratique au Soudan qui menacerait sa stabilité. Le Caire est donc en faveur d'un pouvoir militaire à Khartoum. De façon plus prosaïque, d'autres raisons pèsent également. D'abord, au cœur de la difficile transition soudanaise se trouve la

question de la place des militaires dans l'économie nationale. Omar el-Béchir donna aux officiers supérieurs la possibilité de diriger des entreprises, des banques, des sociétés de commerce, des fermes : bref, au Soudan comme en Égypte, on a une véritable « corporisation » des rangs supérieurs de l'armée au point que des sociétés « militaires » égyptiennes ont des actions dans les sociétés soudanaises et vice-versa ; une solidarité de castes en quelque sorte. Il y a donc des intérêts croisés qui font que le soutien au général Burhan est plus qu'idéologique.

L'Éthiopie

Il est une autre raison qu'il faut mentionner : la question du partage des eaux du Nil et le Grand barrage de la renaissance éthiopienne (GERD) sur le Nil Bleu qui pourrait remettre en cause l'accord de 1959 et affecter très directement l'Égypte. Le Soudan d'Omar el-Béchir a hésité de longues années car l'Éthiopie jouait un rôle important dans son dispositif diplomatique pour contenir les critiques africaines sur sa gestion intérieure et dialoguer discrètement avec Washington. De plus, le Soudan estimait pouvoir répéter à plus petite échelle la politique éthiopienne de construction de barrages, une fois le tabou levé. Mais cette posture a été remise en question dès lors que les relations avec l'Égypte se sont réchauffées après 2015 et surtout une fois la dictature renversée par les civils, même si le Premier ministre Hamdok était, lui, proche d'Addis-Abeba où il avait vécu plusieurs décennies.

En effet, le général Burhan, compte tenu de ses responsabilités avant 2019, a cultivé une attitude relativement hostile à Addis-Abeba. Pendant des années, comme responsable de la sécurité des frontières soudanaises, il avait demandé au président Béchir d'en finir avec l'occupation de la zone de Fashaqa, une région soudanaise limitrophe de l'Éthiopie mais envahie année après année par des fermiers éthiopiens qui considéraient que, puisqu'ils avaient acheté les terres, l'État soudanais n'avait plus rien à faire là. Après 2019, des incidents violents ont éclaté dans cette zone, ce qui correspondait soit à des calculs des dirigeants militaires soudanais (attiser le nationalisme et générer un soutien aux SAF), soit à des ambitions de fermiers éthiopiens qui espéraient obtenir le soutien de l'armée ou des milices éthiopiennes qui étaient à proximité de la frontière à cause de la guerre au Tigré. Le général Burhan n'avait donc aucun motif pour être conciliant.

La question du barrage a donné lieu à un exercice de diplomatie un peu plus subtil car le Soudan s'est retrouvé du côté égyptien en faisant valoir un certain nombre de problèmes lors de la deuxième étape de remplissage du bassin du GERD auxquels les experts éthiopiens n'avaient aucune réponse. Le sentiment avant la guerre d'avril 2023 était que Khartoum avancerait avec Le Caire mais pourrait au moment d'une négociation adopter une position médiane. Cette posture a été remise en cause par un épisode guerrier 48 heures avant le début des hostilités en avril 2023, la prise de l'aéroport de Méroé par les RSF, où des pilotes égyptiens ont été faits prisonniers. Trois explications ont alors circulé : la première voulait que ces pilotes soient là pour lancer une attaque contre la résidence de Hemedti ; la seconde estimait que ces pilotes étaient prépositionnés pour bombarder le GERD ; la troisième explication était qu'ils formaient leurs homologues soudanais au pilotage de nouveaux avions. Reste à savoir laquelle est la bonne.

À narrer ces épisodes, on comprend que l'Éthiopie, comme l'Égypte, a fait son choix bien avant la guerre. L'Éthiopie n'a guère de sympathie pour le général Burhan qui est aussi soupçonné d'avoir laissé des équipements militaires égyptiens pour le Tigré transiter par le Soudan. Son ennemi, le général Hemedti, apparaît dans un tout autre état d'esprit. Il a des investissements en Éthiopie et certaines de ses compagnies y opèrent en bonne intelligence avec des correspondants émiratis. Il s'est efforcé de calmer les esprits lors des affrontements dans la zone de Fashaqa et reste très discret sur la question du GERD, peut-être parce qu'il sait combien les dirigeants émiratis parient aujourd'hui sur le Premier ministre éthiopien. Addis-Abeba, en sus, craint qu'une détérioration de la sécurité au Soudan laisse un espace plus grand aux mécontents de l'accord de Pretoria qui a permis l'arrêt des hostilités avec le Tigré ou qu'elle offre la possibilité de sanctuaire aux radicaux de l'État fédéré amhara qui entendent en découdre pour conserver une partie du Tigré occidental annexé au tout début du conflit avec Mekele après novembre 2020.

Cependant, si Addis-Abeba ne peut se satisfaire de la médiation américano-saoudienne à Djeddah (où sont les Africains ?), il est fort probable qu'il n'y ait aucune hâte à adouber un camp contre l'autre. Le Soudan est un pays voisin et Addis-Abeba prendrait un grand risque en radicalisant une partie importante de la population et les SAF tant la situation intérieure éthiopienne reste tendue et tant les alliances régionales pourraient être belligènes. Comme beaucoup d'autres pays mentionnés ici, il n'est pas improbable que l'Éthiopie change d'attitude au moment où un camp apparaîtra comme le probable vainqueur, mais à ce moment des affrontements, il est bien trop tôt pour acter un tel choix. À l'ouest, il faut considérer trois pays qui ont adopté formellement la même attitude mais qui diffèrent profondément par les liens qu'ils entretiennent avec les protagonistes de la guerre au Soudan. On se permettra ici d'être plus prudent que de nombreux articles de presse qui apprécient les postures des uns et des autres en fonction des intérêts russes ou de Wagner. En effet, pour une grande partie de la presse internationale, la Libye—*i.e.* le général Khalifa Haftar—et la République centrafricaine—*i.e.* Wagner—sont absolument derrière Hemedti, quand le Tchad de Mahamat Kaka hésite entre une neutralité fragile et un appui au général Burhan, sous les conseils pressants de l'Égypte et pour ses intérêts bien compris. Il est possible que nombre d'indications citées dans cette presse se révèlent finalement exactes ; néanmoins, faire preuve d'une plus grande prudence est peut-être utile dans un conflit où la désinformation menée par les deux parties est habile.

La Libye

Les RSF ont joué un rôle important de soutien au général Haftar en 2019 : plus de 1 000 miliciens ont alors participé aux combats, mais cet engagement ne s'est pas fait sur une base politique, juste un service de plus dument rémunéré par les EAU. Lorsque certains ont évoqué très tôt après le déclenchement des hostilités l'appui logistique donné aux RSF, plusieurs experts ont fait preuve d'un certain scepticisme. Il faut considérer deux types de questions irrésolues. D'abord, il y a une certaine naïveté dans la description de la situation dans le Sud de la Libye. Le général Haftar contrôle nominalemt cette zone mais cela ne dit rien des décisions prises au quotidien par des autorités intermédiaires qui ont leurs propres intérêts, ethniques, politiques et financiers. En particulier, la vente d'armes, de munitions et de carburant ne relève pas forcément d'un acte politique quand bien même le général libyen

ordonne la fermeture de la frontière : on est face à un commerce non régulé et qui paie, obtient ce qu'il veut, que son nom soit Hemedti ou Burhan.

Il y a une seconde raison d'être prudent dans l'appui donné à Hemedti : les troupes favorables au général Haftar dans le Sud de la Libye incluent plusieurs milliers de combattants darfouriens et tchadiens qui n'ont sans doute guère de sympathie pour les RSF puisqu'une raison de leur exil est la guerre menée par les *Janjaweed* contre eux, Zaghawa notamment. Il n'est pas sûr que le général Haftar ait un intérêt à se créer des problèmes dans le Sud de la Libye à un moment où il y a une recomposition politique dans le Nord et que sa place n'est plus aussi assurée qu'auparavant. De plus, se pose la question des liens entre Haftar et l'Égypte qui ne mâche pas ses mots contre Hemedti. Donc, si de nombreux témoignages accréditent le réapprovisionnement des RSF en Libye, il faut rester prudent : commerce certainement mais aide politique de façon plus douteuse.

La RCA

La République centrafricaine (RCA) représente un cas à part car le seul véritable acteur de sécurité dans la zone frontalière est la compagnie de sécurité russe, Wagner. Compte tenu de l'enclavement du pays qui rend déjà difficile et coûteuse la logistique de Wagner, sans même parler de celle des Forces armées centrafricaines (FACA), il est improbable que l'apport centrafricain aux RSF annoncé dans plusieurs journaux existe ou soit significatif et permanent en regard de l'intensité des combats qui se déroulent au Darfour (surtout, au Sud et Nord Darfour et Darfour occidental). La dénonciation de cette aide apparaît d'abord comme une opération de dénonciation modelée sur ce qui se faisait durant la guerre froide, plus que sur un vrai travail journalistique. Cette description ne tient pas compte des conséquences de la rébellion du patron de Wagner et de ses conséquences à terme sur la nature des forces « russes » présentes en RCA.

Le Tchad

Ce pays est sans nul doute celui où les conséquences de la crise actuelle sont les plus visibles et potentiellement les plus déstabilisatrices. Idriss Déby Itno avait entretenu une relation cordiale avec Khartoum depuis janvier 2010 et, après quelques hésitations, avait également adoubé le général Hemedti pour deux raisons fondamentales. La première est que Hemedti avait recruté au sein des RSF de nombreux dissidents tchadiens et avait veillé à ce qu'ils ne créent plus de troubles au Tchad. Hemedti avait également pesé à certains moments sur les débats politiques au sein des élites arabes tchadiennes en faveur de la concorde nationale.

Après sa mort en avril 2021, son fils, Mahamat Idriss Déby Itno, aussi appelé Mahamat Kaka, avait maintenu cette orientation tout en se rapprochant des militaires soudanais sur le conseil de l'Égypte (et sans doute du Qatar et de la France). Pourtant, la situation actuelle suscite un réexamen de cette posture qui est de plus en plus difficile à tenir à plusieurs égards.

D'abord, les affrontements au Darfour sont de nature différente comparés à la bataille qui se mène à Khartoum : ils ressemblent plus aux prémices d'une guerre civile et impliquent au-delà des SAF et RSF d'autres acteurs armés, qu'ils soient les

mouvements de rébellion darfouriens (notamment conduits par Minni Arkoï Minnawi et Djibril Ibrahim) ou des milices d'autodéfense communautaires soutenues par les SAF ou les RSF. Les victimes des combats sont donc nombreuses et le flot de réfugiés vers le Tchad conséquent (on a dépassé les 100 000 depuis de longues semaines). Cette arrivée de nouvelles populations crée plusieurs problèmes. D'abord, une dégradation de la sécurité car la présence des réfugiés rend possible des incursions de groupes armés soudanais (souvent arabes) et sans doute aussi aiguise les appétits de voleurs tchadiens comme ce fut le cas dans les années 2000. Ensuite, ce flux de victimes se déroule dans une zone où l'État tchadien a brillé par son absence et par le manque de services publics. Cela suscite donc des pressions très fortes sur le peu d'infrastructures et sur les inégalités entre les réfugiés assistés par les ONG internationales et une population locale confrontée aux seuls militaires. Enfin, cela pose un problème politique incontournable sur l'équilibre de force dans la zone transfrontalière entre Arabes et non-Arabes, dont la réponse a aussi des conséquences sur la stabilité du régime tchadien.

En effet, N'Djamena peut craindre le basculement d'une partie de la communauté arabe tchadienne dans les combats de l'autre côté de la frontière par solidarité ethnique (ce n'est pas mécanique, mais cela peut fonctionner) et l'émergence d'une idéologie suprématiste arabe qui existe déjà dans certaines zones du Darfour (notamment occidental). Une telle convergence créerait de vrais problèmes à un régime tchadien dont la base sociale est extrêmement limitée démographiquement, alors que les Arabes constituent une communauté sans doute trois à quatre fois plus nombreuse. Cette crainte a déjà existé à plusieurs moments depuis les années 2000.

Il est aussi un autre aspect qui pose problème. Depuis 1989 et le début de la rébellion d'Idriss Déby contre Hissène Habré, les Zaghawa soudanais ont été inclus dans les forces combattantes tchadiennes et jusqu'à aujourd'hui, même si les Zaghawa tchadiens (appelés Bideyat) ont conservé un rôle central dans le régime, leurs parents soudanais comptent. Si les RSF et les milices arabes alliées gagnaient le contrôle du Darfour, les Zaghawa comme communauté et les mouvements insurgés comme leurs expressions politiques risqueraient de perdre leur position actuelle. Comme dans les années 2000, ressurgit l'idée que les Zaghawa doivent conduire la lutte des tribus non arabes (*Zurga*) contre l'hégémonisme des RSF et ses alliées. Une telle posture est défendue depuis les années 2000 par des membres influents de la famille Itno, à commencer par plusieurs oncles du président actuel. Le risque est donc que le Tchad officiel maintienne une neutralité de façade et que des officiers supérieurs tchadiens livrent armes et munitions aux mouvements darfouriens ou même ordonnent à leurs hommes d'aller combattre de l'autre côté de la frontière. À l'heure actuelle, cette description ne correspond qu'à un scénario (qui est crédibilisé par les combats de fin juin au Darfour occidental), mais il est sûr qu'il porte les germes d'un affrontement d'ampleur qui ne resterait pas sur le territoire soudanais et qui, d'une certaine façon, échapperait également aux SAF et RSF, prisonnières toutes deux de leurs alliances locales. On peut se rassurer en estimant que des pays influents à N'Djamena, comme la France ou les États-Unis, sont absolument opposés à une telle évolution.

Conclusion : la dynamique de la guerre

Deux pays ont été omis dans cette analyse alors qu'ils ont fait la une des journaux occidentaux. D'abord, il faut remarquer le silence de la Chine, premier partenaire commercial et premier investisseur au Soudan, membre du conseil de sécurité des Nations Unies. Si Pékin aspire à remodeler le système international, il en donne une vision peu attrayante puisqu'un pays se meurt, et qu'il ne propose rien, sauf un système international réduit aux acquêts et à la loi du plus fort : le Sud global ne fera pas rêver les Soudanais si telle est l'ambition chinoise. Après la guerre au Darfour des années 2000 qui, pour la Chine, s'était traduite par le boycott partiel des Jeux olympiques de 2008, les diplomates chinois avaient affirmé qu'ils avaient tiré les leçons de leur aveuglement sur la crise soudanaise. Ce qui se passe depuis trois mois indique que tel n'est pas le cas.

Enfin, la Russie, qui mobilise tant en Occident au point de cultiver le discours idéologique plus que l'analyse factuelle. Les événements des derniers mois montrent d'abord qu'il faut différencier les intérêts de Wagner de ceux de la Russie. De plus, Wagner n'a aucune capacité à durer sans appui de l'État russe : cela est vrai en Syrie et tout autant en Afrique. L'intérêt de Moscou est depuis de longues années l'obtention d'une base navale à Port-Soudan. Ce désir est motivé non seulement par le rôle de la mer Rouge dans le commerce mondial (environ 10 % transitent par cette région), mais aussi par ses ambitions dans l'Est de la Méditerranée et une volonté à terme d'une présence plus grande en Afrique de l'Est qui nécessitera un accès portuaire privilégié. Que représentent les intérêts de Wagner dans cette vision géopolitique ? Pas grand-chose, sauf pour les Occidentaux qui sont disposés à faire flèche de tout bois. Wagner et Hemedti sont ainsi promus ensemble comme les seuls acteurs du secteur minier aurifère au Soudan, jugé très rentable, en oubliant que Wagner a un rôle très spécifique dans la purification du minerai d'or et surtout qu'il n'y a aucune raison pour laquelle les militaires soudanais abandonneraient un secteur aussi profitable alors qu'ils contrôlent le pouvoir. Que Wagner recèle de multiples dangers est illustré par la situation en Centrafrique, qu'il faille lui faire jouer le rôle de *deus ex machina* dans le conflit soudanais est nettement moins probant. Pour Moscou, peu importe qui gagne la guerre à condition qu'il soit favorable aux demandes russes et Hemedti autant que Burhan ont su cultiver l'ambiguïté.

Surtout, ce qu'il faut retenir est que la dynamique de la guerre est porteuse de nombreux changements qui prendront sans doute forme dans les prochains mois car une chose paraît aujourd'hui certaine : la guerre, la sale guerre que mènent les RSF et les SAF, avec la population soudanaise comme otage, va durer.